

Recrudescence des mouvements insurrectionnels a dominance tutsi en RDC Expression de la conquête de l'espace territorial, militaire ou politique ?

Emile Libonze Bolelame

Politologue, Assistant de Deuxième Mandat à l'Université de Kisangani (RDC)

André Basoy Basunga

Sociologue, Professeur Associé à l'Université de Kisangani (RDC).

RESUME

Depuis l'année 1997, la RDC ne cesse d'enregistrer des mouvements insurrectionnels récurrents (AFDL 1997, RDC 1998, CNDP 2004, M23 2012) dominés par la minorité ethnique Tutsi d'origine rwandaise dans le Nord et Sud-Kivu. Pour conquérir l'espace territorial, militaire et politique congolais, cette minorité Tutsi opère par trois stratégies importantes : la ruse, les négociations et le recours à l'usage de la force ou de la violence. L'étude met en exergue la fragilité de l'Etat congolais, des conflits et violences interethniques, la question foncière et agro-pastorale, les facteurs sociopolitiques et l'enjeu géostratégique comme les causes majeures de la recrudescence de ces mouvements insurrectionnels dans les deux Kivu. Ces stratégies de conquête se sont avérées efficaces, car elles ont permis à la minorité Tutsi, comparativement à d'autres tribus minoritaires au Congo, d'occuper des postes militaires et politiques stratégiques et d'exploiter des grands espaces fonciers au détriment des communautés autochtones du Kivu qui s'estiment privées de leurs terres.

ABSTRACT

Since 1997 Democratic Republic of Congo has kept recording (undergoing) insurrectionary recurrent movements (AFDL in 1997, RDC in 1998, CNDP in 2004, M23 in 2012) dominated by the Tutsi ethnic minority (from Rwanda) of Rwandan origin in the North and South Kivu. To conquer territorial, military and political Congolese space this ethnic minority operates (uses) by means of three strategies namely craftiness (cunning), negotiations and violence (recourse to violence). This study focuses on the fragility of the Congolese State, conflicts and inters ethnics violences, land and food pastoral question, sociopolitical factors, geostrategic issue as major causes of fresh up surge of insurrectionary movements in both Kivu. These conquest strategies proved to be efficient because they have let the Tutsi minority, as compared to other minor tribes, to hold military and political positions and exploit vast land spaces to the detriment of native communities of Kivu, which think themselves deprived of their lands.

0. Introduction

L'histoire du monde, comme le note John KEEGAN (BRAUD, P., 2004, p.7) est, pour une large part, une histoire des guerres et les hommes qui jalonnent cette histoire écrite sont généralement les hommes de violence. Les conflits militaires, les troubles intérieurs, les désordres et les répressions pèsent lourdement sur l'évolution des sociétés.

A l'Est de la République Démocratique du Congo, l'histoire des mouvements insurrectionnels remonte après la deuxième guerre mondiale, à la suite d'une présence remarquable des immigrés Tutsi venus en vagues successives du Rwanda et du Burundi. Cette présence massive a provoqué des conflits ethniques entre les communautés autochtones du Kivu et ce peuple éleveur à la recherche des terres.

MUHIMA (2004, pp 2-3) précise que ces immigrés rwandophones sont classés, selon l'histoire de l'immigration, en quatre catégories : les immigrés libres venus au Congo par leur propre initiative, les infiltrés au Congo pour raisons de famine, insubordination aux chefs coutumiers et poursuites judiciaires, les Banyamulenge implantés au Congo par les belges pour besoins de la colonisation à Masisi ainsi que les réfugiés de 1959 à la suite des événements provoquant la chute de Mwami KAGERI V, qui sont en majorité Tutsi installés dans les territoires de Kalehe, Kabare, Masisi, Goma et Uvira.

Vivant en groupes fermés, ces immigrés Tutsi ont, dès l'arrivée, reconstitué leur structure politique et intensifié leur identification, au fur et à mesure qu'ils étaient considérés comme les populations étrangères, tendant ainsi à transformer le grand Kivu en une terre d'affrontements par des mouvements insurrectionnels récurrents dans cette partie de la RDC.

Ces faits ont certes excité notre curiosité scientifique en vue de mener une étude dont la préoccupation centrale s'élucide par la question suivante :

- Pourquoi les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu connaissent-elles une recrudescence des mouvements insurrectionnels à dominance Tutsi ?

Cette question principale se traduit concrètement par les questions secondaires suivantes :

- Quels sont ces mouvements insurrectionnels dominés par le groupe ethnique Tutsi ?
- Comment opèrent ces mouvements insurrectionnels pour conquérir l'espace territorial militaire et politique congolais ?

Pour répondre à ces questions, nous estimons que :

- La fragilité de l'Etat congolais, des conflits et violences interethniques, la question foncière et agro-pastorale, les facteurs sociopolitiques et l'enjeu géostratégique seraient les causes majeures de la recrudescence des mouvements insurrectionnels dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.
- Au regard de l'évolution historique, ces mouvements insurrectionnels dominés par les rwandophones seraient principalement : l'Alliance des Forces Démocratiques pour la

Libération du Congo (AFDL), le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), le Congrès National pour la Défense du Peuple (CDNP) et le Mouvement du 23 mars (M23), etc.

- Enfin, pour conquérir l'espace territorial militaire et politique congolais, ces mouvements insurrectionnels à dominance Tutsi auraient opéré par la ruse, par des négociations et par le recours à la force ou à la violence.

L'objectif général de cette étude consiste à analyser les raisons véritables de la recrudescence des mouvements insurrectionnels à dominance Tutsi dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu en RDC.

Cet objectif principal est mieux traduit par les deux objectifs spécifiques suivants :

- Identifier les principaux mouvements insurrectionnels dominés par le groupe ethnique Tutsi au Congo ;
- Déceler les stratégies qu'utilisent ces mouvements pour conquérir l'espace territorial, militaire et politique congolais.

En vue de la collecte des données nécessaires à la réalisation de cette étude, nous avons recouru d'abord à la technique documentaire pour récolter des informations à partir des documents audiovisuels, électroniques et écrits diversifiés inhérents à notre sujet d'étude. L'observation directe désengagée nous a permis de vivre l'entrée massive de ces rwandophones dans cette partie du pays, en général, et dans la Ville de Kisangani en particulier, surtout sous l'AFDL et le RCD. Par cette technique, nous avons, sans être bien sûr acteurs, apprécié les comportements et les manifestations de ces troupes vis-à-vis des conséquences engendrées par ces deux mouvements insurrectionnels. L'entretien nous a permis de nous entretenir avec les officiers congolais ayant dans leurs attributions le contrôle des zones opérationnelles stratégiques de l'Est de la RDC sous l'AFLD et le RCD. Nous nous sommes principalement entretenu avec le Secrétaire Général de la troisième Zone de Défense des FARDC, basée à Kisangani.

Outre l'introduction et la conclusion, la présente étude comporte trois sections. La première analyse les causes majeures de la recrudescence des mouvements insurrectionnels à dominance Tutsi dans le du Nord-Kivu et le Sud-Kivu la deuxième identifie les principaux mouvements insurrectionnels dominés par le groupe ethnique Tutsi en RDC et la troisième section décèle les différentes stratégies utilisées par ces mouvements insurrectionnels, pour conquérir l'espace territorial militaire et politique congolais.

Section première : Causes majeures de la recrudescence des mouvements insurrectionnels a dominance tutsi dans les provinces du nord et du Sud-kivu

Cette étude en dégage deux causes majeures, à savoir : la fragilité de l'Etat congolais ainsi que des conflits et violences interethniques, dus aux inégalités dans l'accès à la terre, aux richesses et au pouvoir politique. L'accès à d'autres facteurs sociopolitiques et à l'enjeu géostratégique en sont également à la base.

1.1. Fragilité de l'Etat congolais

L'Etat fragile est celui caractérisé par la présence des conflits et par une faible gouvernance. C'est un pays qui n'adhère pas aux objectifs de la lutte contre la pauvreté et qui dispose d'une faible capacité d'actions (CHATAIGNER, J.M et MAGRO, H., 2007, p. 16).

Chaque Etat responsable au monde n'a de devoir qu'à l'égard de lui-même et de ses membres. Ce devoir c'est celui d'être fort, devenir de plus en plus fort. Plus un Etat sera fort, plus il aura raison d'être et de subsister. Nzege Alaziambina (Bongeli, 2004, p.17) note à ce sujet que « le degré de personnalité d'un Etat dépend de la force dont il dispose ». Il en résulte qu'un peuple sans défense n'a droit qu'à une existence éphémère commanditée, telle que voulue et autorisée par les peuples forts. Il est donc irresponsable et suicidaire pour un pays de se priver du devoir sacré de se doter d'une structure de défense autonome et efficace sous prétexte de compter sur des protections étrangères, fussent-elles onusiennes.

La présence des soldats de la MONUSCO sans que le fond de la mission ne soit modifié sur le terrain, contribue à consolider des poches de résistance des groupes armés étrangers et locaux et à intensifier des trafics d'armes. Ces missions onusiennes se contentent de dénoncer au lieu de les combattre efficacement. Tout démontre que la présence onusienne vise concrètement le maintien du pays dans un état de vulnérabilité tant au plan sécuritaire qu'au plan politique.

Au plan de la défense, Salazar (Kabangu Ngoy, 2005, p. 72) affirme que quand la nation s'efface de l'esprit comme étant la première valeur à défendre, il n'y a plus d'armées, mais simplement des individus qui ne savent pas ce qu'ils doivent faire de leurs armes ». La RDC vit une situation d'extrême fragilité, avec une armée plus dangereusement minée, ou infiltrée par des éléments à la solde des puissances étrangères, dont leur cordon ombilical reste intimement lié aux pays voisins de l'Est, le Rwanda et l'Ouganda à qui les secrets militaires et de la sécurité intérieure sont livrés, pour maintenir le pays dans une situation d'instabilité permanente.

Sans une armée républicaine digne de son nom, la RDC déjà affaiblie, reste encore plus vulnérable, surtout lorsqu'on prend en compte l'environnement international et régional très hostile à son existence dans ses dimensions actuelles.

Vu sous cet angle, l'organisation d'une armée forte tient compte de trois dimensions :

- Les forces pré-militaires axées sur la création et l'organisation des conditions de motivation, de prise de conscience du peuple et d'adhésion à la sécurité et à la défense tous azimuts ;
- Les forces méta-militaires basées sur la modernisation d'une véritable armée républicaine, sur la préparation des troupes capables de s'assumer et d'activer une autonomie nationale de défense, en s'adaptant aux conditions spécifiques nouvelles d'un environnement particulier : forêt, marécage, désert, lac, fleuve, aviation, marine, chaleur, hiver... grâce à un équipement sophistiqué et une formation spéciale des troupes et aux meilleures conditions sociales, qui assurent à l'armée une intégrité physique et morale de qualité ;
- L'esprit de combativité patriotique basé sur le penchant spirituel et patriotique de l'agressivité vis-à-vis de l'agresseur, en vue de le battre ou de le bouter hors du territoire national. Un tel esprit de combativité patriotique ne naît que lorsque le combattant est conscient de la défense légitime de ses propres intérêts et ceux de sa

famille, intérêts garantis par la patrie, victime de l'agression (Ndodoboni Lobali Esambela, 1985, p. 38).

La RDC reste également butée à une grave crise militaire. Aucune victoire militaire n'a été enregistrée sans l'appui des alliés étrangers, malgré la présence des officiers bradés des titres académiques élogieux obtenus dans les meilleures écoles et académies militaires du monde. Par contre, en matière des pillages, des mutineries, des tracasseries des tous ordres, des viols, d'exhibitionnisme, des parades et autres fanfaronnades, nos forces armées font toujours étalage d'un professionnalisme tristement avéré. On constate aujourd'hui un embourgeoisement ostentatoire et l'affairisme de certains officiers au détriment des troupes. On s'illustre aussi dans l'approvisionnement en armes et munitions incompatibles, dans les croyances fétichistes, dans la perte du sens de l'honneur pour justifier les débâcles successives, dans le provincialisme, le tribalisme et dans l'absence des structures de recherche stratégique.

Il faut une réflexion nationale pour jeter les bases solides d'une politique de défense, en vue de constituer une armée dissuasive et défensive. Sans une politique de défense nationale appropriée pour dissuader les agresseurs, le pays se condamne à la soumission et à la manipulation, préludes à sa disparition. Dans une telle impasse sécuritaire, des mouvements insurrectionnels et des milices sont créés, instrumentalisés et parfois voulus par des acteurs politiques et économiques pour des raisons manifestes et latentes. Philippe HUGON (2009, p.147) fustige cette situation en disant : « on a vu se développer en RDC de nouvelles configurations conglomérales correspondant à des pratiques déloyales mises en place par les grands oligopoles. L'économie est assurée par un consortium d'hommes d'affaires, de mercenaires, de vendeurs d'armes, des compagnies de sécurité, face à la défaillance de l'Etat. Les milices des pouvoirs en place participent aussi à ce pillage ».

1.2. Conflits et violences interethniques

Les hommes sont rivaux entre eux pour l'acquisition des avantages matériels, ils sont jaloux les uns des autres pour des questions d'honneur, de prestige ou de fierté ; et chacun d'entre eux a la capacité, par la violence ou par la ruse, d'attenter à l'intégrité physique de ses semblables (HUGON, p. 147). C'est dans ce contexte que plusieurs ethnies sont en conflits violents entre elles, pour des raisons diverses. Parmi les facteurs qui engendrent ces conflits interethniques dans le Nord et Sud-Kivu, figurent : la question foncière et agro-pastorale, les facteurs sociopolitiques et l'enjeu géostratégique.

1.2.1 Question foncière et agro-pastorale

La question de la terre et celle de la vache et des grandes fermes ne datent pas d'aujourd'hui, mais prennent dangereusement de l'ampleur au fur et à mesure qu'il y a la croissance démographique due à une immigration mal contrôlée depuis l'indépendance, dans le grand Kivu (MUSHI MUGUMO, 2006, pp.56-57). Une bonne partie des terres de la communauté a été aliénée par des Chefs coutumiers, en faveur des étrangers qui eux, estiment les avoir achetées. Ces actes ont conduit les populations dépourvues des terres arables à conquérir les hauteurs des collines et les marécages pour les exploiter, suite à la poussée démographique

récente et aux flux migratoires qu'a connus la RDC durant les années 30 et 50 sous le phénomène de « mouvement de transplantation des immigrés rwandais » et des infiltrations clandestines des populations dues aux multiples guerres qui ont frappé le Rwanda (MUSHI MUGUMO, p.59). Les ethnies locales, après avoir ruminé les frustrations de la déposssession de leurs terres par les banyarwanda, ont décidé d'entrer en conflit contre ceux-ci par les violences récurrentes entre Maï-Maï et Tutsi.

La question de la vache et des grandes fermes se situe, elle aussi, au cœur des conflits interethniques qui jalonnent l'histoire du Kivu depuis 1960. Les grands exploitants sont des immigrants rwandais postcoloniaux naturellement éleveurs et que les petits exploitants sont les autochtones agriculteurs victimes de leurs terres destinées à la création du Parc National de Virunga par la loi Bakajika, et à la cession d'une bonne partie de ces terres aux étrangers.

1.2.2. Facteurs sociopolitiques

L'installation durable de plus d'un million de Hutu (victimes du génocide de 1994), dans les Camps des réfugiés à proximité de la frontière rwandaise, a contribué à déstabiliser une région déjà fragile et à réactiver l'hostilité des autochtones dépossédés de leurs terres par les Banyarwandas. Mais ce conflit entre les deux ethnies rwandophones remonte depuis le génocide de 1962 qui a conduit à l'extermination des hutu et celui de 1994 perçu comme une riposte des Hutu à l'égard des Tutsi. Les rebelles du CNDP en majorité Tutsi devenus M23 se battent sans répit avec les Hutu (FDLR) dans cette région du Kivu. Cette fibre des conflits interethniques constitue la principale motivation de prise d'armes dans le Nord et Sud-Kivu entre les différentes ethnies, disposant chacune d'un ou de plusieurs groupes armés. Ceux-ci sont encore réfractaires à tout processus de réconciliation tant qu'ils ne sont pas remis dans leurs droits des propriétaires terriens ou demeurent encore dans l'insécurité et la marginalisation (Nzombo Panga, 2012).

Dans la vie politique intérieure, la perception d'inégalités dans l'accès à la richesse et au pouvoir politique constitue un facteur des tensions potentielles. Le gouvernement et les classes dirigeantes recourent à la violence pour maintenir le système d'inégalités qui les favorise. Les concurrents sont tentés de défier leurs positions dominantes, et les dominés ou les exploités cherchent parfois à remettre en cause le système qui les enferme dans l'infériorité (Amuri Misako, 2008).

De nombreux facteurs politiques entrent en ligne de compte et définissent la persistance des conflits et de l'insécurité dans le Nord et Sud-Kivu. Il s'agit de l'instrumentalisation et la manipulation des groupes armés locaux et étrangers par des hommes politiques qui les considèrent comme des tremplins pour accéder au pouvoir, la question de la nationalité des Banyamulenge et du génocide rwandais de 1994 marqué par l'afflux de milliers de réfugiés rwandais en territoire congolais, qui ont transformé le Kivu en une terre d'affrontements (Ryntjens, 1990, p.11). Cette question de la nationalité des Banyarwandas vivants en RDC, constitue l'un des mobiles de l'agression du Congo par le Rwanda qui pose le problème d'une possible révision des frontières héritées de la colonisation. A ce sujet, le Président rwandais, Pasteur BIZIMUNGU s'est clairement exprimé : « Si les Tutsi Banyamulenge étaient obligés de partir du Congo, il leur faudrait emmener la terre avec eux (Mabiala Muntuba – Ngoma,

2006, p.73) ». Par ailleurs, l'enjeu politique à la base de la persistance des conflits et de l'insécurité au Nord-Est de la RDC demeure aussi le non-respect des accords signés entre le gouvernement congolais et les groupes armés. Pour consolider la paix, les deux parties se sont convenues de transformer des mouvements politico-militaires en partis politiques et d'intégrer des éléments de ces groupes armés au sein de l'armée nationale et leurs dirigeants politiques au sein du gouvernement de la République, d'assurer des garanties politiques et judiciaires nécessaires, la protection de toutes les minorités ethniques, le départ sans condition des groupes armés étrangers, responsables des actes barbares contre les populations civiles innocentes, etc.

Cependant, la non application de ces accords a été à la base des raisons de reprise d'armes et l'entrée dans le maquis de nombreux groupes armés après les accords signés et la défection des unités intégrées (Nzombo Panga, p.60).

1.2.3. Enjeu géostratégique

La guerre à l'Est de la RDC a été longtemps présentée comme un conflit ethnique ; mais avec le temps, il a été révélé que l'enjeu majeur, sur le plan géostratégique, était le contrôle par les grands groupes européens et américains des ressources naturelles (coltan, cassitérite, ...) de la région du Kivu et l'écoulement des matériels de guerre. Les multinationales constituent les bras moteurs invisibles qui financent et fournissent les armes aux groupes armés œuvrant dans la région, comme le confirme Philippe BRAUD (p.119) : « des firmes multinationales exceptionnellement puissantes ont pu alimenter des rebellions et guerres civiles, susciter des séparatismes, faciliter des coups d'Etats qui placent au pouvoir des dirigeants bienveillants, pour acquérir des richesses ». La multiplication des conflits dans le monde constitue une source de profits pour les fabricants et les marchands d'armes et autres bénéficiaires de l'économie du désastre qui disent: la peur et le désordre nous ont admirablement servis, autre façon de magnifier la peur et le désordre comme moteurs du progrès (Boniface et Verdrine, 2009, p.19).

Section deuxième : Identification de principaux mouvements insurrectionnels a dominance tutsi en RDC.

Cette étude retient 4 principaux mouvements insurrectionnels dominés par le groupe ethnique Tutsi en RDC. Il s'agit de : l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) ; le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) ; le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) et le Mouvement du 23 mars (M23).

2.1. L'alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL)

2.1.1. Contexte historique

L'émergence de la rébellion de l'AFDL conçue par Kigali a d'abord consisté à attiser le feu ethnique dans le Kivu, en poussant les Banyamulenges à organiser leur propre défense. Si ce conflit qui s'organise apparaît comme une affaire strictement zaïroise, il s'agit bien d'un débordement de la guerre civile rwandaise sur le territoire zaïrois. La force de la stratégie mise en place par Kigali est de mobiliser et de fédérer des oppositions disparates. C'est dans ce

contexte que l'AFDL fut créée le 18 octobre 1996 à LEMERA, une localité proche d'Uvira dans le Sud-Kivu.

Ce mouvement hétéroclique dirigé politiquement par Laurent-Désiré KABILA était composé de 4 partis politiques, à savoir :

1. Le Parti de la Révolution Populaire (PRP) de Laurent-Désiré KABILA, un luba du Katanga longtemps à la tête de quelques poches de résistance des rebelles dans le Sud-Kivu comprenant FIZI et BARAKA ;
2. L'Alliance Démocratique des Peuples (ADP) de Déogratias BUGERA, un Tutsi congolais de Masisi ;
3. Le Conseil National de Résistance pour la Démocratie (CNRD) d'André KISASU NGANDU, un luba du Kasai tué quelques mois avant la prise du pouvoir par l'AFDL, à cause de ses vellétés nationalistes ;
4. Le Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ) d'Anselme MASASU NINDAGA du Kivu (Braeckman, 1999, p.53).

La présence de Laurent-Désiré KABILA comme Porte-parole de l'AFDL n'était, en réalité, que l'arbre qui cachait la forêt. Les vrais commanditaires de cette guerre étaient des euro-américains et le Rwanda de Paul KAGAME qui avait imposé son Chef d'Etat-Major Général, James KABAREBE, pour diriger les opérations militaires de l'AFDL au Congo et renverser le régime du Maréchal MOBUTU.

L'AFDL fut alors un monstre à double tête (nationaliste Kabiliste et politico-militaire Tutsi) qui doit sa naissance et sa survie limitées juste à chasser le dictateur du pouvoir. Une fois le dictateur déboulonné, chaque tête devait lutter pour s'approprier les membres du Corps, et pour assurer le contrôle militaire et politique de la RD-Congo.

Le tableau ci-dessous montre que l'AFDL fut dominée par les officiers rwandophones qui avaient le contrôle des zones opérationnelles stratégiques de la RDC.

Tableau n°1 : Les officiers rwandophones aux postes de contrôle des zones opérationnelles stratégiques de la RDC sous l'AFDL.

N°	Noms & Post noms	Grades	Fonctions	Entités ou Zones Opérationnelles
1.	James KABAREBE	Général	Chef d'Etat-Major Général	Rwanda et RDC
2.	Innocent KAIZI	Colonel	Commandant de Brigade Adjoint	Ville de KINDU (Maniema)
3.	Moïse THEOPHILE	Colonel	Commandant de Brigade	District de TCHANGUNGU (Rwanda) et Province du KASAI Oriental (RDC)
4.	John BAHATI	Colonel	Commandant de Brigade	Ville de BUKAVU (Sud-Kivu)
5.	Jean CHIRIBAGULU MULUME	Colonel	Commandant de Brigade	Ville de KALEMI (Katanga)
6.	CHIRIZU MAPENDANO	Colonel	Commandant de	Ville d'UVIRA (Sud-

			Brigade Adjoint	Kivu)
7.	CHAMALERWA CHISHIBANJI	Colonel	Commandant de Brigade Adjoint	Territoire de PWETO (Katanga)
8.	KARIBURE KOROWA	Colonel	Commandant de Brigade	Axe SHABUNDA- MWENGA (Sud-Kivu)

SOURCE : Nos entretiens directs réalisés avec le Secrétaire Général de la Troisième Zone de Défense des FARDC, à Kisangani, en date du 10 Octobre 2016.

2.2. Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD)

La guerre déclenchée le 02 Août 1998 à Goma dans l'Est du Congo a opposé le régime de Laurent-Désiré KABILA et ses alliés zimbabwéens et angolais au mouvement rebelle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), allié du Rwanda.

Tout est parti de la branche politico-militaire Tutsi pourchassée et tuée par la branche des nationalistes Kabilistes à Kinshasa. Après deux coups d'Etat ratés contre L-D KABILA (30 juin 1998 et 27 juillet 1998), les rebelles décident de lancer une guerre éclair pouvant renverser le pouvoir de KABILA en quelques jours de combats. Au bout de deux semaines d'affrontements sans une forte résistance, les rebelles du RCD s'accaparent de 4 villes de l'Ouest du Congo: Moanda, Banana, Boma et Matadi, y compris le barrage hydroélectrique d'Inga qui alimente Kinshasa. Entretemps à l'Est du pays, les villes de Bukavu, Goma, Uvira, Beni et Butembo tombent sans une forte résistance. En août 1998, le RCD est déclaré comme une structure politique officielle. Les insurgés ouvrent ainsi deux fronts : le premier en direction de Kisangani, ville stratégique pour reconquérir l'Ouest après la défaite infligée par l'armée angolaise aux côtés de L-D KABILA, et le second vers le Kivu et le Nord Katanga où ils progressent avec le soutien de l'Armée rwandaise Basoy Basunga, 2011, pp.114-115). Ses officiers et soldats d'élite sont introduits au sein du mouvement, pour mieux contrôler les zones stratégiques du Congo sous l'emprise du RCD, comme illustre le tableau ci-dessous.

Tableau n°2 : Les officiers rwandophones aux postes de contrôle des zones opérationnelles stratégiques de la RDC sous le RCD.

N°	Noms & Post noms	Grades	Fonctions	Entités ou Zones Opérationnelles
1.	KIYEGA MALIKI	Général	Chef d'Etat-Major chargé des opérations	Toute la partie sous contrôle du RCD
2.	Jules MUTUBESHI	Colonel	Commandant de la 9 ^{ème} Brigade	Ville de BUKAVU (Sud-Kivu)
3.	Félix NGABO	Colonel	Commandant de Brigade	Ville de KALEMI (Katanga)
4.	Bernard BIAMUNGU	Colonel	Commandant de Brigade	Ville de KINDU (Maniema)
5.	Samuel SABINAMA	Colonel	Commandant de Brigade	Territoire de LODJA (Kasaï-Oriental)
6.	David RUGWIZA	Colonel	Commandant de Brigade	Ville d'UVIRA (Sud-Kivu)

7.	Machias BIGITSHIBO	Colonel	Commandant de Brigade	LAC TANGANYIKA
8.	Emile SENEYUMVA	Colonel	Commandant de Brigade	LAC KIVU
9.	MUNDAHUNDA SAFARI	Colonel	Commandant de Brigade	Axe MOBA –Katanga)
10.	Smith GIHANGAMUTURA	Général de Brigade	Commandant de Brigade	Aéroport International de BANGBOKA
11.	Laurent KUNDA BATWARE	Général de Brigade	Commandant de Brigade	Ville de KISANGANI (Province Orientale)
12.	Willy BONANE MUHIZA	Général de Brigade	Commandant de Brigade	Axe BUNIA – KOMANDA (Ituri/Province Orientale)
13.	Moïse NDAIHORANYE	Colonel	Commandant de Brigade	Ville d’UVIRA (Sud-Kivu)
14.	NDAYISHIMIYE MBIYOMBIYO	Colonel	Commandant de Brigade	Toutes les frontières sous contrôle du RCD.

SOURCE : Nos entretiens directs réalisés avec le Secrétaire Général de la Troisième Zone de Défense des FARDC, à Kisangani, en date du 10 Octobre 2016.

2.3. Le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP)

Ce mouvement politico-militaire est issu des populations rwandophones, et plus précisément leur composante Tutsi « Banyamulenge » (Gouby, 2004, p.4).

Le Chef de mouvement, Laurent NKUNDA BATWARE, a justifié cette rébellion par la nécessité de protéger les Tutsis du Congo, dont la sécurité et les intérêts économiques apparaissent menacés depuis la mise en œuvre des accords de Pretoria qui a modifié la configuration géopolitique de la nouvelle République Démocratique du Congo.

Après le retrait des troupes rwandaises et ougandaises de l’Est du Congo en 2004, une partie de ces militaires est entrée en dissidence sous la conduite de NKUNDA, car le plan de réintégration dans la nouvelle armée (FARDC) n’a pas connu de succès et le processus dit de « mixage » ou de « brassage » s’est soldé par un échec préluant à la reprise de combats en 2007.

Aguerries dans les combats et structurées autour d’un encadrement Tutsi, bien qu’ouvertes à des recrutements des combattants d’autres ethnies, les troupes de CNDP avaient la maîtrise de l’art de la guerre. Soutenu par Kigali, le mouvement rebelle avait un effectif évalué entre 4000 à 7000 hommes et contrôlait les territoires de Rutsuru et Masisi. Le CNDP s’organisait sur le modèle de l’Etat (prélèvement des recettes douanières sur la poste frontalière de Bunagana, des impôts, taxes, péages routiers, contributions des commerçants etc). Deux sites Web lui servaient de support d’information et de propagande. La diaspora Tutsi participait à son financement (Gouby, 2004). Le siège politique du CNDP était à Masisi. Son aile militaire : « Armée Nationale Congolaise (ANC) » était dirigée par le général Bosco NTAGANDA, « une

guerre des chefs », car celui-ci venait de se déclarer en Janvier 2009, pour contester l'autorité de Laurent NKUNDA accusé d'être un obstacle à la paix.

Plusieurs officiers rwandophones commandaient des opérations dans la quasi-totalité des zones stratégiques sous contrôle de CNDP, comme illustre le tableau ci-dessous.

Tableau n°3 : Les officiers rwandophones aux postes de contrôle des zones opérationnelles stratégiques de la RDC sous le CNDP.

N°	Noms & Post noms	Grades	Fonctions	Entités ou Zones Opérationnelles
1.	Laurent NKUNDA BATWARE	Général de Brigade	Chef d'Etat-major des Général opérations	Toute la partie sous contrôle de CNDP
2.	Bosco NTAGANDA	Général	Commandant Second chargé des opérations	Toute la partie sous contrôle de CNDP
3.	David RUGWIZA	Colonel	Commandant second chargé de la Logistique	Toute la partie sous contrôle de CNDP
4.	NDUGUTSHE GAHENDA	Colonel	Commandant de Brigade basée à la Frontière de Bunagana	Nord-Kivu
5.	Eric LUHORIMBE	Colonel	Commandant de Brigade	Axe BWIZA (Nord- Kivu)
6.	NGANISHURI BANSOBA	Colonel	Commandant de Bataillon	RUTSHURU (Nord- Kivu)
7.	ROTARA MUNYENDA	Colonel	Commandant de Bataillon	SAKE (Nord-Kivu)
8.	SENDEGEYA ABIMANA	Colonel	Commandant de Brigade	Axe LUBERO (Nord- Kivu)

SOURCE : Nos entretiens directs réalisés avec le Secrétaire Général de la Troisième Zone de Défense des FARDC, à Kisangani, en date du 10 Octobre 2016.

2.4. Mouvement du 23 mars (M23)

Le « M23 » est un mouvement politico-militaire en majorité Tutsi, créé à la suite de la guerre du Kivu. Il est composé d'ex-rebelles du CNDP réintégrés dans l'armée Congolaise à la suite d'un Accord de paix signé le 23 mars 2009 avec Kinshasa, puis devenus des mutins en Avril 2012. Leur nom provient de l'Accord du 23 mars 2009, car les membres considèrent que le gouvernement Congolais n'a pas respecté les modalités de cet Accord qui prévoyait la libération des prisonniers, la transformation du CNDP en parti politique, le retour des réfugiés, l'intégration des civils membres du CNDP au sein du gouvernement et des éléments du CNDP dans l'armée Congolaise. Les mutins dirigés par le Colonel SULTANI MAKENGA avaient officiellement créé le « M23 » le 06 mai 2012, en référence à la date de la signature de l'Accord. Le 17 Août 2012, le Congrès du M23 avait nommé Jean-Marie RUNIGA

RUGERERO, Président du mouvement. Il fut un ancien du CNDP et originaire du Sud-Kivu. Le Colonel SULTANI MAKENGA était nommé Chef du haut commandement militaire. Devenu rapidement Général de Brigade, il est désigné Chef d'Etat-major général de la branche armée du M23, baptisée « Armée Révolutionnaire du Congo (ARC) ». Mais en mars 2013, des désaccords et des combats ont éclaté au sein du M23 entre les partisans de SULTANI MAKENGA et ceux de Jean-Marie RUNIGA, après que celui-ci eut été remplacé à la tête du « M23 politique » par Bertrand BISIMWA, ancien Porte-parole du M23. Pour les autorités de Kinshasa et certains observateurs, le véritable Chef du M23 serait plutôt le Général Bosco NTAGANDA, surnommé « Terminator », un Chef de guerre accusé par la Cour Pénale Internationale de recrutement d'enfants soldats, de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité (Global witness, 2012, p.3).

Durant presque deux ans, les rebelles du M23 avaient occupé Rutshuru, Rumangabo et Bunagana, avant de consacrer leur victoire dans le Nord-Kivu, par la chute de la Ville de Goma, le 20 novembre 2012. Les FARDC, appuyées par la MONUSCO avaient lancé l'opération « Pomme Orange » ayant enterré la rébellion du M23, le 30 Octobre 2013. A l'instar d'autres mouvements insurrectionnels évoqués dans cette étude, notons que plusieurs officiers rwandophones en RDC avaient investi la rébellion du M23, où ils commandaient des opérations dans les zones stratégiques sous son contrôle, comme illustre le tableau ci-dessous.

Tableau n°4 : Les officiers rwandophones aux postes de contrôle des zones opérationnelles stratégiques de la RDC sous le M23.

N°	Noms & Post noms	Grades	Fonctions	Entités ou Zones Opérationnelles
1.	Bosco NTAGANDA	Général	Chef d'Etat-major Général	Toute la partie sous contrôle du M23
2.	SULTANI MAKENGA	Général	Chef d'Etat-major Adjoint chargé des opérations militaires	Toute la partie sous contrôle du M23
3.	Innocent KABUNDI	Général de Brigade	Commandant des Opérations (Actuel Commandant de la 31 ^e Région Militaire/Kisangani)	Toute la partie sous contrôle du M23
4.	KARENZI BUKERA	Colonel	Commandant de Brigade	GOMA
5.	HABIARA SHOBORA	Colonel	Commandant de Brigade	Axe BUNAGANA
6.	BIYOYO HAKIZIMANA	Colonel	Commandant Chargé des renseignements	Toute la partie sous contrôle du M23
7.	MUHIRE SEBUSAZA	Colonel	Commandant Chargé de Mobilisation	Toute la partie sous contrôle du M23

SOURCE : Nos entretiens directs réalisés avec le Secrétaire Général de la Troisième Zone de Défense des FARDC, à Kisangani, en date du 10 Octobre 2016.

2.5. Analyse géostratégique de l'hégémonie rwandophone à l'Est de la RDC.

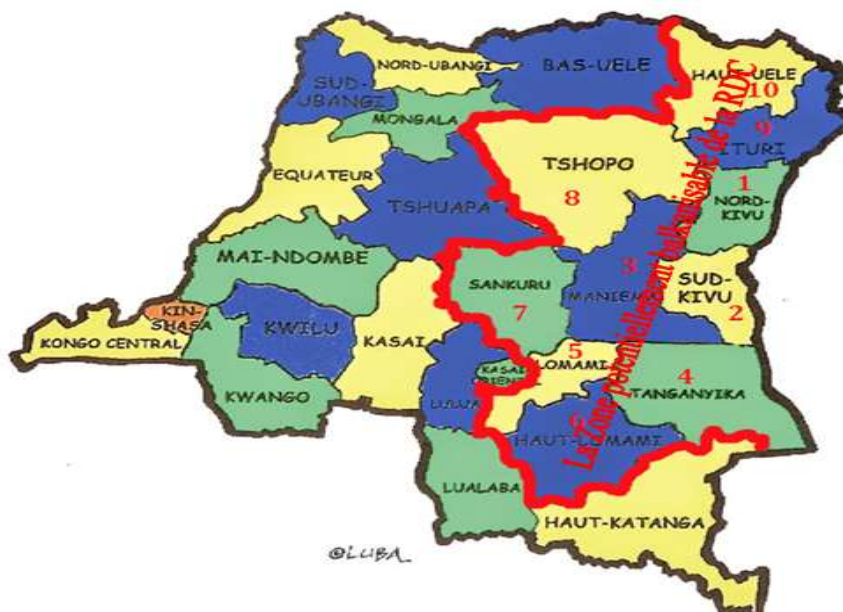
En dehors d'autres mouvements armés qu'à connue la RDC (rebellions Simba à l'Est et Muleliste à l'Ouest entre 63-64, la guerre du Shaba, dont Moba I et Moba II, les rebellions du MLC, du RCD-KML, du RCD-N, le Mouvement Mai-mai et Raïya Mutomboki, le Mouvement Bundu dia Kongo au Kongo Central, le Mouvement Enyele à l'Equateur, le Mouvement Bakata Katanga dans l'ex-Katanga...), dont les motivations, l'ampleur et les conséquences ne peuvent nullement être minimisées, cette étude se préoccupe d'analyser 4 mouvements insurrectionnels déclenchés successivement entre 1996-2012 dans la seule région du Kivu à l'Est du pays. Il s'agit de l'AFDL du RCD, du CNDP et du M23 dominés militairement par une minorité ethnique Tutsi venue du Rwanda et implantée dans un océan des communautés autochtone qui s'estiment privées de leurs terres.

De cette analyse de la situation, il se dégage les faits ci-après :

- Ces mouvements insurrectionnels revêtent un caractère confligène, par cette présence massive des immigrés Tutsi dans la « zone Est », comprenant d'abord le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et, par extension, le Haut-Lomami, la Tanganyika, la Lomami, le Sankuru, la Tshopo et l'Ituri ;
- Un rapprochement existe entre la carte de propagande idéologique : « République Unie du Kivu (R.U.K) » diffusée sur les réseaux sociaux, et la carte de la « zone Est » contenant les dix provinces du pays énumérées ci-haut ;
- La quasi-totalité de la « zone Est » se trouve dominée par des officiers de la minorité ethnique Tutsi, issus des anciens mouvements rebelles, qui s'opposent à toutes décisions de mutation ou d'affectation vers les provinces de l'Ouest du pays ;
- Un lien existe également entre le positionnement militaire Tutsi et la ligne de front (1998-2003) Ikela-Kabinda-Nyunzu (*Entretiens directs réalisés le 25 Novembre 2016 avec Edocin Ponea, Analyste politique et Chef de travaux à l'Université de Kisangani*).

Partant de cette analyse géostratégique de l'hégémonie rwandophone à l'Est du pays, notre étude prévient le danger que court la RDC à travers la « Zone potentiellement balkanisable » présentée dans la carte ci-dessous.

Carte de la « Zone potentiellement balkanisable de la RDC »



SOURCE : Nos analyses géostratégiques des faits sociopolitiques dans la région des Grands Lacs africains : 1994-2012.

Section troisième : Stratégies et résultats de conquête de l'espace territorial, militaire et politique congolais

3.1. Stratégies de conquête

L'Occident, en général, et les Etats-Unis d'Amérique, en particulier ont toujours été sur la première ligne pour favoriser et encourager le triple mouvement de transplantation, d'immigration des réfugiés et des clandestins Tutsi, dans le but d'injecter dans la région de l'ex-Kivu aujourd'hui Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema, ces populations errantes, nomades et transhumantes, sans terres ni patrie, devant servir de pierre de lance à la recolonisation de l'Afrique Centrale (Braeckman, 1996, p.27).

Pour assurer leur existence et celle de leurs bétails dans un espace territorial en tant que communauté singulière, comme pour conquérir l'espace, militaire et politique en RDC, les populations Tutsi utilisent généralement trois stratégies importantes, à savoir : la ruse, les négociations et le recours à la force ou à la violence.

1. La Ruse

Cette première stratégie des populations Tutsi comporte trois étapes suivantes :

1. Amadouer pour conquérir la sympathie des populations autochtones notamment : les Bashi, Hunde, Haou, Bembe, Rega, Nande et Fulero dans le grand Kivu en leur offrant, en commençant par le Chef (Mwami), des cadeaux (belles filles, vaches ...) qui les disposent à les accepter ;
2. Demander au Chef de leur donner la propriété des terres et quelques sujets pour paître leurs troupeaux ;
3. Acquérir collectivement la nationalité congolaise, seul moyen d'accéder aux couloirs du pouvoir politique, militaire et de la représentation. Car tenir les pouvoirs politique et militaire, c'est tenir aussi la décision sur l'allocation des ressources, des richesses et des biens économiques en RDC.

2. Les Négociations

Selon Papadopoulos (1963, p.83), le contrat de servage pastoral a généralement lieu au Rwanda entre les Tutsi propriétaires des bétails et les Hutu propriétaires des terres. Pour les Hutu, ce contact représente une certaine amélioration de leur existence économique et sociale ; tandis que pour les Tutsi, c'est un moyen de domination tant dans un sens social qu'économique. Exigence devant laquelle les Chefs bantous à l'Est du Congo ne pouvaient pas céder, car autant la vache est sacrée chez les pasteurs, autant la terre des Ancêtres est sacrée chez les Bantous. Pour les populations Tutsi, la vache est le seul moyen d'assurer la survie de leur existence. Par contre pour les Bantous, la terre est la chose la plus sacrée qui n'appartient à personne mais aux Ancêtres. Les deux visions contradictoires ne pouvant se rencontrer fait surgir le conflit qui débouche au recours à l'usage de la force et de la violence, dont nous sommes témoins

aujourd'hui dans le Kivu en particulier, et en Afrique Centrale, en général, entre les Tutsi et les Bantous.

3. Le recours à la force et à la violence

Après s'être assurés de maîtriser le chef (Mwami) par les cadeaux et les faveurs diverses, et après avoir acquis la sympathie des populations autochtones par des services rendus, les immigrants Tutsi estiment que le temps est venu de forcer la main du Chef pour obtenir, par la violence ce qu'ils n'avaient pas pu obtenir par « *captatio benevolentiae* (Mutuza Kabe, 2004, p.8) », c'est-à-dire par l'acceptation volontaire. C'est la guerre cyclique et saisonnière sous divers prétextes, pour la sacralité de la terre et de la vache.

Pour des raisons géostratégiques, les américains et les européens soutiennent militairement le peuple Tutsi minoritaire et propriétaire des vaches en créant injustement des mouvements insurrectionnels ou des rebellions, dont sont victimes les communautés autochtones Bantous majoritaires et propriétaires des terres du Kivu, pour leur servir de fer de lance afin de mieux contrôler tous les Etats des Grands-Lacs, exploiter illicitement les minerais de la RDC et pour étendre leur domination sur l'ensemble des pays de l'Afrique Centrale.

La Complicité Tutsi et euro-américaine ne date pas d'aujourd'hui. Hier comme aujourd'hui, cette complicité est à la fois politique, hégémonique, expansionniste et raciste. Il s'agit de reconforter le pouvoir Tutsi, d'étendre leur hégémonie et d'affirmer la « supériorité raciale de la longueur du nez et de la hauteur de la taille, pour faire des Tutsi les mandataires, mieux les gendarmes de l'Occident dans les pays des Grands-Lacs africains, comme ils ont fait des juifs pour mieux contrôler l'Afrique du Nord, et comme ils se sont servis de la minorité blanche pour contrôler et dominer l'Afrique du Sud sous l'Apartheid (Braeckman, 1994, p.78).

Pour assurer sa domination sur les peuples des Grands-Lacs d'abord et ceux de l'Afrique Centrale toute entière ensuite, l'Occident choisit toujours le groupe ethnique Tutsi. Et cette domination vise en premier lieu la RDC (ex-Zaïre), considérée comme la locomotive de tous les pays des Grands-Lacs et de l'Afrique Centrale.

Essolomwa Nkoy (2005, p.55) note à ce sujet qu'au cœur de tous les conflits et guerres à l'Est du pays se trouvent les Tutsi venus du Rwanda immigrés en République Démocratique du Congo et perchés dans les hauts plateaux d'Itombwe, territoire de Fizi au Sud-Kivu. Cet ilot Tutsi est la tête de pont par laquelle l'oligarchie Tutsi du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda compte obtenir le contrôle de l'espace territorial, militaire et politique du Congo. A l'origine de ces conflits et guerres qui déchirent la partie Est de la RDC, il y a des hommes, le Maréchal MOBUTU et le Raïs Joseph KABILA qui avaient pris l'option chacun, en son temps, de placer aux postes les plus élevés de l'Etat congolais les immigrants Tutsi parmi lesquels on trouve respectivement Barthelemy BISENGIMANA RWEMA devenu Directeur du Cabinet du Président de la République (Zaïre), et Charles BISENGIMANA hissé au rang de l'Inspecteur Général de la Police Nationale Congolaise.

Aujourd'hui, les congolais sont convaincus que cet homme énigmatique, Barthelemy BISENGIMANA, spécialiste du jeu de l'ombre, a été l'inspirateur de l'Ordonnance-loi n°72-

002 du 05 Janvier 1972 qui a octroyé la nationalité congolaise à tous les Tusti se trouvant à cette date en République Démocratique du Congo (Essolomwa Nkoy, p.56).

3.2. Résultats de conquête

3.2.1. Résultats par rapport à la ruse

Ayant été marqués par l'histoire du Rwanda, les peuples de « la ligne de front », plus particulièrement les peuple Bembe à Fizi, Rega dans le Shabunda, à Walikale et Pangi, les Nyanga à Walikale et les Tembo à Kalehe propriétaires terriens et réputés guerriers, n'ont pas cédé à la stratégie de la ruse du peuple Tusti. Face à l'échec de cette première stratégie de conquête, les immigrés Tutsi ont dû recourir, désormais, à la stratégie de violence ou de la force visant spécialement ces populations autochtones. Malgré tout l'arsenal militaire mis à la disposition des Banyarwanda par Kigali, les milices ou groupes armés locaux d'autodéfense ont imposé une résistance farouche, grâce à leurs fétiches ou « gri-gri », en vue de protéger les terres de leurs ancêtres.

3.2.2. Résultats par rapport à la violence

Face à l'invincibilité des « Maï-maï » Bembe, Tembo, Nyanga et Rega et « Raiya Motomboki » Nyanga et Rega (*Entretiens réalisés, le 24 Novembre 2016 avec Jean Issiaka Kuba, ancien milicien Maïmaï de l'ethnie Nyanga de Walikale*) dans le Sud-Kivu et le Maniema, les groupes armés Tutsi ont décidé de « transférer la violence » vers le Nord-Est du pays et d'adopter une nouvelle stratégie des massacres à grande échelle. Ces massacres déclenchés au lendemain de l'élection présidentielle de 2011, visent principalement le peuple Nande en Territoire de Beni (*Entretiens réalisés, le 18 Novembre 2016 avec Kyassa Paulin, Chef de travaux à l'Université de Kisangani originaire du Territoire de Shabunda*).

L'objectif ultime consiste à semer la grande terreur et forcer les rescapés des massacres d'abandonner leurs milieux traditionnels, afin de permettre au peuple Tutsi d'étendre leur Empire et de s'installer durablement sur cette partie du territoire conquis.

3.2.3. Résultats par rapport aux négociations

Si les deux premières stratégies (ruse et violence) sont réservées aux peuples de « la ligne de front » dans le grand Kivu, les Banyarwandas appliquent, par contre, la stratégie des négociations politiques, pour arracher, par la force des arguments, ce qu'ils n'ont pas pu obtenir par l'usage de la force, de la violence ou du recours à la guerre.

Cette stratégie des négociations et le succès du lobby entretenu sur la « victimisation de la minorité Tutsi » au Congo ont donc permis à ce peuple Banyarwanda présent à tous les Dialogues politiques (CNS, Dialogue national de SUN CITY, pourparlers entre le CNDP et le gouvernement de Kinshasa, puis récemment avec le M23 à Kampala, d'obtenir des garanties politiques, sécuritaires et sociales nécessaires à leur existence pacifique sur le territoire Congolais.

L'efficacité de la stratégie des négociations nous paraît vérifiable à travers des postes stratégiques qu'occupe ce peuple rwandophone Tutsi dans l'armée, la police et dans

l'administration congolaise, après les Accords découlant des rébellions et conflits armés. L'occupation de ces postes stratégiques au niveau politique et sécuritaire, au sein de l'armée et de la police, témoigne la capacité dont disposent les Banyarwandas de percer et d'imposer l'hégémonie Tutsi au Congo Kinshasa.

Pour s'en convaincre, l'échantillon de quelques personnalités rwandophones qui ont occupé des postes stratégiques de responsabilité au sein de la sphère politique congolaise, depuis 1997 jusqu'à 2007.

Tableau n°5 : Les Personnalités Tutsi ayant occupé des postes politiques en RDC.

N°	Noms & Post noms	Fonctions	Années
1	BIZAMANA KARASHALE	Ministre des Affaires Etrangères	1997
2	Déogracias BUGERA	Ministre d'Etat à la Présidence	1997
3	Moïse NYARUGABO	PDG à l'OBMA	1997
4	Samson MASURI	Ambassadeur de la RDC au Canada	1998
5	Joseph MULINDA HADJI	Secrétaire permanent chargé de la trésorerie nationale de l'AFDL	1998
6	Azarias RUBERWA	Vice-Président de la RDC chargé des questions Politiques et Sécuritaires sous le gouvernement 1+4	2004
7	Maguy RWAKABUBA	Vice-Ministre de l'EPS-INC	2014
8	Déo RUGWIZA	ADG de la DGDA	2011
9	Azarias RUBERWA	Ministre de la Décentralisation et Affaires Coutumières	2017

SOURCE : Nos enquêtes sur terrain, Kisangani, Janvier 2017.

Conclusion

Au terme de cette étude sur la recrudescence des mouvements insurrectionnels à dominance Tutsi en RDC, nous nous sommes posé la question fondamentale de savoir si c'est une expression de conquête de l'espace territorial, militaire ou politique.

Le recours aux sources documentaires, aux entretiens directs les plus approfondis et à l'observation directe désengagée des faits sur le terrain, nous ont permis de rechercher les causes majeures, d'identifier et de déceler les stratégies qu'utilisent les acteurs de ces mouvements insurrectionnels dominés militairement par la minorité ethnique Tutsi dans le Nord et Sud-Kivu.

Cette lecture du phénomène récurrent nous a permis d'aboutir aux résultats selon lesquels la fragilité de l'Etat congolais, des conflits et violences interethniques, la question foncière et agro-pastorale, les facteurs sociopolitiques et l'enjeu géostratégique sont les causes majeures de la recrudescence des mouvements insurrectionnels dans le Grand Kivu. Ces mouvements insurrectionnels sont principalement : l'AFDL, le RCD, le CNDP et le M23. Pour conquérir l'espace territorial, militaire et politique congolais, la minorité ethnique Tutsi opère par trois stratégies importantes, notamment : la ruse, les négociations et le recours à l'usage de la force ou de la violence.

Ces stratégies se sont avérées efficaces, car elles ont permis à la minorité Tutsi, comparativement à d'autres tribus minoritaires au Congo, d'occuper des postes stratégiques militaires et politiques et d'exploiter des grands espaces fonciers au détriment des communautés autochtones du Kivu qui s'estiment privées de leurs terres. L'occupation de ces postes stratégiques et l'exploitation des grands espaces terriens témoignent la capacité dont disposent les Banyarwandas de percer le noyau dur de l'espace sociopolitique et d'imposer leur hégémonie Tutsi au Congo-Kinshasa.

Bibliographie

- AMURI MISAKO, F., Les milices Maï-maï au Maniema (Août 1998-Juin 2003) : Un mode d'affirmation politique des masses rurales ? Mémoire de D.E.S, SPA, FSSAP, UNIKIS, 2007-2008.
- BASOY BASUNGA, A., *Spécificité des guerres de « Libération » dans la Région Nord-Est de la République Démocratique du Congo : Une Contribution à la sociologie des situations particulières*, Thèse de doctorat en Sociologie, UNIKIS, FSSAP, 2010-2011 (inédit).
- BONIFACE, P., et VERDRINE, H., *Actes des crises et des conflits*, éd. Armand Colin/Fayard, Paris, 2009.
- BONGELI YEIKELO Ya ATO, E., *La Mondialisation, l'Occident et le Congo-Kinshasa*, éd. La Table ronde, Paris, 2004.
- BRAECKMAN, C., *L'enjeu Congolais. L'Afrique Centrale après Mobutu*, éd. Fayard, Paris, Mai 1999.
- BRAUD, P., *Violences politiques*, éd. Du Seuil, Paris, 2004
- BRAECKMAN, C., *Rwanda, l'histoire d'un génocide*, éd. Fayard, Paris, 1994.
- BRAECKMAN, C., *Terreurs africaines, Burundi, Rwanda, Congo : Les racines de la violence*, éd. Fayard, Paris, 1996.
- CHATAIGNER, J-M. et MAGRO, H., *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstructions et développements*, éd. Karthala, Paris, 2007.
- ESSOLOMWA NKOY, T.R., *MOBUTU la Fin d'un Zombie*, éd. GENAFED, Kinshasa, 2005.
- Global witness « FAQ : Situation actuelle dans l'Est de République Démocratique du Congo » (archive, Août 2012).
- GOUBY, M., « La guerre de retour dans la Région des Grands Lacs », in *Le Figaro*, Août 2004.
- HUGON, P., *Géopolitique de l'Afrique*, éd. Armand Colin, Paris, 2009.
- KEEGAN, J., cité par BRAUD, P., *Violences politiques*, éd. Du Seuil, Paris, 2004.
- MABIALA MUNTUBA-NGOMA, P., « La question de la nationalité congolaise » in *la République Démocratique du Congo : Une démocratisation au bout du fusil*, Publications de la Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2006.
- MUHIMA, A., *Masisi Terre promise ? De la conspiration à l'imposture des Belges*, Arc-en-ciel, Kinshasa, 2004.
- MUSHI MUGUMO, F., « Les aléas de la coexistence interethnique à l'Est de la RDC », in *La République Démocratique du Congo : Une démocratisation au bout du fusil*, Publications de la fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2006.
- MUTUZA KABE, R.E., *La Problématique du Mythe Hima-Tutsi*, Ed. NORAF, Kinshasa, octobre, 2004.

- NDODOBONI LOBALI ESAMBELA, S., Education, défense et sécurité en Afrique noire, contributions à la recherche d'un équilibre stratégique des Etats Africains, Thèse de doctorat unique à l'Université de Strasbourg, France, novembre 1985.
- NZEGE ALAZIAMBINA cité par BONGELI YEIKELO Ya ATO, E., La Mondialisation, l'Occident et le Congo-Kinshasa, éd. La Table ronde, Paris, 2004.
- NZOMBO PANGA, E.P., L'impact des actions des groupes armés sur l'organisation des élections du 28 Novembre 2011 dans la Province du Nord-Kivu, Mémoire de Licence (inédit), SPA, FSSAP, UNIKIS, 2011-2012.
- PAPADOPOULOS, T., Poésie dynastique et l'épopée akritique, les belles lettres, Paris, 1963.
- REYNTJENS, F., *La guerre des grands lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique Centrale*, l'Harmattan, Paris, 1990.
- SALAZAR, cité par KABANGU NGOY, H., Insécurité à Kinshasa : une forme atypique de terrorisme urbain, éd. GENATED, Kinshasa, 2005.